BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 2953

45 – LOIRET

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORLÉANS

Jugement d'ouverture

Date : 29 novembre 2023.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
434 482 527 RCS Orléans.
S.D.P.M..
Forme : Société à responsabilité limitée.
Activité : Conditionnement manuel à façon : Travail à domicile, assemblage, collage, montage, garnissage de présentoirs, fabrication de pancartes et tous objets de P.L.V. Le conditionnement machine, mise sous film, blister, Cellophanage stockage, préparation de commandes, enlèvements, expéditions, études et concept d'emballages pour la distribution, sous Traitance de tous conditionnements, thermoformage la création, la conception, la mise en forme et la réalisation de tous travaux, objets, supports ou environnement publicitaires nécessitant la mise en oeuvre de méthodes et de savoir faire rattachés aux arts graphiques et plastiques et notamment la fabrication de P.L.V. L'importation, l'exportation, la conception, la création, la réalisation, la production, la commercialisation, la distribution et le négoce en gros, demi gros, détail de tous produits, objets ou matériels publicitaires pouvant améliorer ou ajouter à la renommée d'un commerce, d'une entreprise ou d'un produit.
Adresse : 325, rue des Frênes Zone Arboria, 45700 Pannes.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 29 mai 2023, désignant : mandataire judiciaire Selarl villa Florek en la personne de Maître Delphine Florek 54 rue de la Bretonnerie 45000 Orléans. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.